



مكتب التكوين المهني وإعاش الشغل  
Office de la Formation Professionnelle  
et de la Promotion du Travail

## OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL – OFPPT

### DOSSIER D'APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNETIONAL A MAJORATION N° 129 /2025

**Objet :** Externalisation des Prestations de Services pour l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail

## REGLEMENT DE CONSULTATION

## Sommaire

ARTICLE N°1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION.....	- 3 -
ARTICLE N°2: MAITRE D'OUVRAGE.....	- 3 -
ARTICLE N°3 : REPARTITION EN LOTS.....	- 3 -
ARTICLE N°4 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	- 3 -
ARTICLE N°5 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS.....	- 3 -
ARTICLE N°6 : LISTE DES PIECES JUSTIFANTS LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS .....	- 4 -
ARTICLE N°7 : OFFRE FINANCIERE.....	- 5 -
ARTICLE N°8 : CONTENU ET PRESENTATION DE DOSSIER DES OFFRES DES CONCURRENTS.....	- 6 -
ARTICLE N°9 : INFORMATION ET DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENTS DES CONCURRENTS .....	- 6 -
ARTICLE N°10 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	- 7 -
ARTICLE N°11 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	- 7 -
ARTICLE N°12 : DEPOT ET RETRAIT DES PLIS DES CONCURRENTS.....	- 7 -
ARTICLE N°13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	- 8 -
ARTICLE N°14 : LANGUE DE L'OFFRE.....	- 8 -
ARTICLE N°15 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES.....	- 8 -
ARTICLE N°16 : DEPENSES ENCOURUES DU FAIT DE L'APPEL D'OFFRES.....	- 8 -
ARTICLE N°17 : OUVERTURE, EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS.....	- 9 -
ARTICLE N°18 : DATE ET LIEU DE LA TENUE DE LA SEANCE PUBLIQUE D'OUVERTURE DES PLIS.....	- 9 -
ARTICLE N° 19 ANNULATION DE L'APPEL D'OFFRES .....	- 9 -
ARTICLE N° 20 COMMUNICATION DES RESULTATS.....	- 9 -
ANNEXE N°1 : MODELE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT.....	- 10 -
ANNEXE N°2 : MODELE DE LA DECLARATION SUR L'HONNEUR.....	- 12 -
ANNEXE N°3 : NOTE SUR LES MOYENS HUMAINS ET TECHNIQUES.....	- 15 -

**ARTICLE N°1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION**

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert international à majoration ayant pour objet : **Externalisation des Prestations de Services pour l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail.**

Il est établi en vertu des dispositions de l'article 21 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-22-431 précité. Toute disposition contraire au le décret n° 2-22-431 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 21 et des autres articles du décret n° 2-22-431 précité.

**ARTICLE N°2: MAITRE D'OUVRAGE**

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : **l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail – l'OFPPT.**

**ARTICLE N°3 : REPARTITION EN LOTS**

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique

**ARTICLE N°4 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article n° 22 du décret n° **2-22-431** précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- a) Une copie de l'avis d'appel d'offres ouvert ;
- b) Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c) Le modèle de l'acte d'engagement (Annexe n°1) ;
- d) Le modèle du bordereau des prix détail estimatif ;
- e) Le modèle de la déclaration sur l'honneur (Annexe n°2) ;
- f) Le présent règlement de consultation.

**ARTICLE N°5 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article n° **27** du décret n° **2-22-431** précité :

**1. Peuvent, valablement, participer et être attributaire (s) de (s) marché (s) afférent (s) au présent appel d'offres, les personnes physiques ou morales qui :**

- a) Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- b) Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ; et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
- c) Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociales ou à un autre régime particulier de prévoyance sociales, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulières auprès de ces organismes ;
- d) **Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.**

**2. Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :**

- a) Les personnes en liquidation judiciaires ;
- b) Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaires compétente ;
- c) Les personnes ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article n° 152 du décret n°2-22-431 précité ;
- d) Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché ;
- e) Les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;

f) Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

## **ARTICLE N°6 : LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANTS LES CAPACITÉS ET QUALITÉS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article n° 28 du décret n° 2-22-431 précité, **chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique.**

### **A- Le dossier administratif comprend :**

#### **1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres, le dossier administratif comprend :**

a) la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- ☐ S'il s'agit d'un auto-entrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
- ☐ S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas :
  - Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
  - Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
  - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- ☐ S'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.

b) la déclaration sur l'honneur, conforme au modèle de l'annexe n°2, et doit comporter les mentions prévues à l'article 29 du décret n°2-22-431 précité ;

c) Le cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant, **constitué par voie électronique via le portail des marchés publics** et dans les conditions prévues à l'article n° 15 de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances chargé du budget n° 1692-23 du 4 hijja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics.

d) Cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé

e) Le règlement de consultation paraphé et signé

**N.B :** En cas de groupement, le cautionnement provisoire doit être constitué conformément aux dispositions de l'article n° 150 du décret n° 2-22-431 précité.

d) **Pour les groupements** : il y a lieu de produire la convention constitutive du groupement, ou sa copie certifiée conforme à l'original, prévue à l'article n° 150 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics cette dernière doit indiquer, notamment, l'objet de la convention, la nature du groupement, la mandataire, la durée de la convention, le ou les comptes bancaires et la répartition des prestations.

#### **2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché dans les conditions fixées à l'article n° 43 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics :**

a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article n° 27 du décret n°2-22-

431 relatif aux marchés publics. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

**b)** une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;

**c)** une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (**modèle 9**) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;

**d)** l'équivalent des attestations visées aux paragraphes a), b) et c) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de délivrance de ces documents par les administrations ou les organismes compétents, ils sont remplacés par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que les documents précités ne sont pas produits.

**La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.**

#### **B - Le dossier technique comprend :**

**Pour les concurrents soumissionnaires, le dossier technique du concurrent comprendra :**

**a-** Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

**b-** Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par le maître d'ouvrage public ou privé ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations de même famille. Chaque attestation précise notamment la nature de prestation, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire de son appréciation

**NB : Les capacités techniques sont appréciées pour les attestations de référence (pour les années : 2019 et postérieur) similaires à l'objet du présent appel d'offres.**

**c-** Les pièces justifiant les capacités financières : Attestation du chiffre d'affaires ou leurs copies certifiées conformes à l'original portant sur l'activité objet du présent appel d'offre pour les années 2022, 2023 et 2024 délivrées par les services des impôts.

**NB : les capacités financières sont appréciées par la justification d'une moyenne de chiffres d'affaires sur les trois derniers exercices d'égal ou supérieur de 3 millions de DH.**

#### **ARTICLE N°7 : OFFRE FINANCIERE**

Conformément aux dispositions de l'article 30 du décret 2-22-431 du 08 mars 2023 chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

**a)** L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire. Signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité, doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB).

Pour les appels d'offres à majoration, l'acte d'engagement fait ressortir le pourcentage de la majoration souscrit par le concurrent par rapport à l'estimation établie par le maître d'ouvrage.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du décret n° 2-22-431 précité, il doit être signé par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire, si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procuration légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché. L'acte d'engagement du groupement concerné doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement.

L'acte d'engagement fait ressortir le pourcentage de la majoration souscrite par le concurrent par rapport à l'estimation établie par le maître d'ouvrage

- b) Le Bordereau des prix- détail estimatif : le bordereau des prix-détail estimatif fait ressortir le **pourcentage de la majoration** souscrit par le concurrent par rapport à l'estimation établie par le maître d'ouvrage. En cas de discordance entre le montant de l'acte d'engagement et celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document prévaut pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

Le bordereau des prix-détail estimatif fait ressortir le pourcentage la majoration souscrite par le concurrent par rapport à l'estimation établie par le maître d'ouvrage.

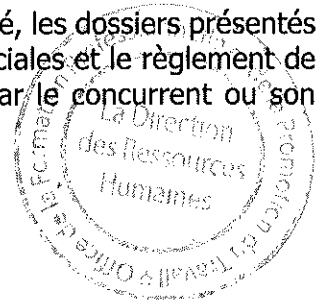
**NB : La majoration est exprimée en pourcentage. La majoration consentie par le concurrent ne peut être nulle et doit être exprimée en pourcentage arrêté au deuxième chiffre après la virgule au plus, sous peine d'écartement de son offre.**

## **ARTICLE N°8 : CONTENU ET PRESENTATION DE DOSSIER DES OFFRES DES CONCURRENTS**

### **A. Contenu des dossiers des concurrents :**

Conformément aux dispositions de l'article n° 30 du décret n°2-22-431 précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, outre le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité :

- Un dossier administratif précité (Cf. article n° 6-A ci-dessus) ;
- Un dossier technique (Cf. article n° 6-B ci-dessus) ;
- Une offre financière (Cf. article n° 8 ci-dessus).



### **B. Présentation des dossiers des concurrents :**

Les dossiers doivent être présentés exclusivement de façon électronique via le portail des marchés publics conformément aux dispositions de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1692-23 du 04 hijja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics.

Le dossier présenté doit contenir **deux enveloppes électroniques** distinctes :

- a) **La première enveloppe électronique** contient, outre les pièces des dossiers administratif et technique prévus à l'article n° 6 du présent règlement, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés électroniquement et portant la mention « *lu et accepté* » par le concurrent ou son représentant dûment habilité.  
Le cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire doit être Constituée par voie électronique.

- b) **La deuxième enveloppe électronique** contient les pièces de l'offre financière.

## **ARTICLE N°9 : INFORMATION ET DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENTS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article n° 25 du décret n°2-22-431 précité, Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel

d'offres. Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

## **ARTICLE N°10 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément à l'alinéa 7 de l'article n° 22 du décret n°2-22-431 précité, le maître d'ouvrage peut introduire, à titre exceptionnel, des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Dans ce cas, ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents. Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions du premier alinéa du deuxième paragraphe de l'article n° 23 du décret précité.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

Lorsqu'un concurrent estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant au regard de la complexité des prestations objet du marché, il peut, au cours de la première moitié du délai de publicité, demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, le report de la date de la séance d'ouverture des plis. Cette lettre doit comporter tous les éléments permettant au maître d'ouvrage d'apprécier la demande de report. Si le maître d'ouvrage reconnaît le bien-fondé de la demande du concurrent dont il est saisi, il procède au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à l'appréciation du maître d'ouvrage, fait l'objet d'un avis rectificatif qui est publié dans les mêmes formes que l'avis d'appel d'offres. Il ne peut être procédé au report de la date de la séance d'ouverture des plis qu'une seule fois, quel que soit le concurrent qui le demande. Le maître d'ouvrage informe de ce report les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres.

## **ARTICLE N°11 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents au Portail Marocain des Marchés Publics ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)) dès la première parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des supports de publication prévus à l'article n° 23 du décret n°2-22-431 précité et jusqu'à la date limite de remise des offres.

## **ARTICLE N°12 : DEPOT ET RETRAIT DES PLIS DES CONCURRENTS**

### **A. Dépôt des plis :**

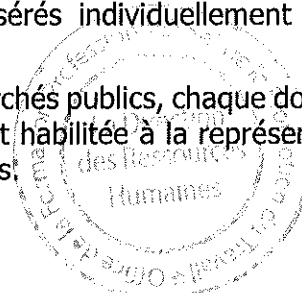
Les concurrents sont invités à déposer leurs offres, par voie électronique, au Portail Marocain des Marchés Publics ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)), et ce conformément à l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Tout pli électronique déposé postérieurement à la date limite de remise des plis est automatiquement rejeté par le portail des marchés publics.

Les pièces introduites par le concurrent doivent être insérées individuellement dans l'enveloppe électronique le concernant.

Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque document est signé, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à la représenter, à l'exception des pièces d'ordre administratif et technique dématérialisées.



La signature électronique s'effectue par les utilisateurs du portail des marchés publics au moyen d'un certificat de signature électronique conformément aux dispositions des textes législatifs et réglementaires en vigueur et aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

### **B. Retrait des plis :**

Conformément aux dispositions de l'article n° 14 de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Économie et des Finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hijra 1444 (23 juin 2023), tout pli déposé ou reçu électroniquement peut être retiré, par le concurrent, antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Les concurrents ayant procédé au retrait de leurs plis peuvent, dans les conditions fixées au paragraphe A du présent article.

### **ARTICLE N°13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante (60) jours** qui commence à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres prévu au paragraphe précédent, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai, par lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe. À cet effet, le maître d'ouvrage fixe aux concurrents concernés une date limite pour faire connaître leurs réponses.

Dans ce cas :

- a) Les concurrents ayant donné, dans les mêmes formes, leur accord à la demande de prorogation, avant la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage, restent engagés pendant le délai supplémentaire convenu ;
- b) Les concurrents qui n'ont pas donné leur accord à la demande de prorogation ou qui n'ont pas répondu dans le délai qui leur est imparti sont libérés de leurs engagements vis-à-vis du maître d'ouvrage et mainlevée leur est donnée de leur cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit heures à compter de la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage ;
- c) Dans le cas où aucun des concurrents n'a donné son accord à la demande de prorogation ou n'a répondu dans le délai qui lui est imparti, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit heures à compter de la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage. Dans ce cas, il est procédé à l'annulation de la procédure.

### **ARTICLE N°14 : LANGUE DE L'OFFRE**

Conformément aux dispositions de l'article n° 21 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics, les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être en langues arabe ou français.

### **ARTICLE N°15 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES**

Conformément à l'article 21 du décret n° 2-22-431 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les concurrents installés au Maroc.

Pour les concurrents non établis au Maroc, les prix peuvent être exprimés en dirhams marocains ou dans une monnaie convertible, telle que définie par les usages internationaux (ex. : USD, EUR) convertis en dirhams selon le taux de change publié par Bank Al-Maghrib à la date limite de dépôt des offres.

### **ARTICLE N°16 : DEPENSES ENCOURUES DU FAIT DE L'APPEL D'OFFRES**

Le concurrent supporte toutes les dépenses encourues du fait de la préparation et de la présentation de son offre à l'OFPPT qui ne pourra, en aucun cas, en être tenu pour responsable quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.





## **ARTICLE N°17 : OUVERTURE, EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS**

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des soumissionnaires s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 39, 42, 43, 44 et 147 du décret n° 2.22.431 précité.

## **ARTICLE N°18 : DATE ET LIEU DE LA TENUE DE LA TENUE DE LA SEANCE PUBLIQUE D'OUVERTURE DES PLIS**

L'ouverture des plis aura lieu en séance publique à la date et l'heure fixés à l'article 19 ci-dessus à la salle de réunion sise à la Direction Centrale de l'OFPPT, sise à Intersection de la Route B.O. n° 50 et la Route Nationale 11, Sidi Maarouf, Casablanca

## **ARTICLE N° 19 ANNULATION DE L'APPEL D'OFFRES**

Le Maître d'ouvrage peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres dans les cas prévus par l'article 48 du décret n° 2-22-431 précité.

## **ARTICLE N° 20 COMMUNICATION DES RESULTATS**

Le maître d'ouvrage informe, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen donnant date certaine, l'attributaire de l'acceptation de son offre dans un délai n'excédant pas le troisième jour suivant la date d'achèvement des travaux de la commission d'appel d'offres.

Dans le même délai, il informe, par lettre recommandée avec accusé de réception, les concurrents éliminés, en leur indiquant les motifs de rejet de leurs offres. Cette lettre est accompagnée des pièces contenues dans leurs dossiers.

Un extrait du procès-verbal est publié sur le portail des marchés publics et affiché dans les locaux de l'organisme dont relève le maître d'ouvrage, dans les vingt-quatre heures suivant la date d'achèvement des travaux de la commission. La durée d'affichage de cet extrait est de quinze jours au moins.

<p><b><u>Etabli par :</u></b></p> <p><b>Noureddine KITABRI</b></p> <p><b>Chef de Division</b> <b>Carrières et Formation</b></p>	<p><b><u>Vérifié par le Service des Marchés :</u></b></p> <p><b>Achraf HAJJAJI</b></p> <p><b>Chef de Service des Marchés</b></p>
<p><b><u>Le Maître d'Ouvrage :</u></b></p> <p><b>Said ELAOUI</b></p> <p><b>Directeur des Ressources</b> <b>Humaines</b></p>	<p><b><u>Le Soumissionnaire :</u></b></p>

**ANNEXE N°1 : MODELE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT**

\*\*\*\*\*

**ACTE D'ENGAGEMENT****A - Partie réservée à l'Administration :**

– Appel d'offres ouvert international à majoration sur offres de prix n° /2025 du

..... (1)

Objet du marché : **Externalisation des Prestations de Services pour l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail.**

Passé en application de l'article 19 du décret 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

**B - Partie réservée au concurrent agissant à titre individuel :****a) Pour les personnes physiques : (2)**

Je soussigné..... (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu : .....

Affilié à (3) .....sous le numéro : .....f.....

Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le numéro .....

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro : .....

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise : .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

**b) Pour les personnes morales : (2)**

Je soussigné..... (prénom, nom et qualité) agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique), au capital social de.....

Adresse du siège social de la société : .....

Adresse du domicile élu : .....

Affilié à (3) .....sous le numéro : .....

Inscrite au registre du commerce.....(localité) sous le numéro: .....

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro : .....

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise : .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

**C - Partie réservée aux concurrents membres d'un groupement :**

Nous soussignés : (4)

– Membre n° 1 : .....

– Membre n° 2 : .....

– Membre n° n : .....

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous nous engageons conjointement / solidairement (choisir la mention adéquate) et désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement;

**D - Partie commune à tous les concurrents :**

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus.

Après avoir apprécié à mon (notre) point de vue et sous ma (notre) responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

**1)** remets (remettons), revêtu de ma (nos) signature (s) un bordereau de prix - détail estimatif établi conformément au modèle figurant au dossier d'appel d'offres,**2)** m'engage (nous nous engageons) à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai (nous avons) établi moi-même (nous-mêmes), lesquels font ressortir :

Montant estimé toutes taxes comprises : ..... ( en lettres et en chiffres)

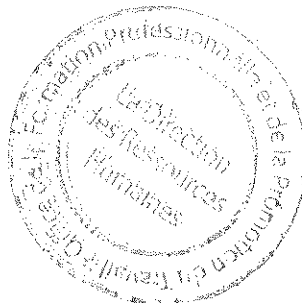
Taux du majoration : .....(en pourcentage)

Montant total toutes taxes comprises après majoration : ..... (en lettre et en chiffres)

Se libère l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT) des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte.....(postal, bancaire ou à la TGR) **(5)** ouvert au nom de .....(titulaire du marché) à.....(localité) sous le relevé d'identification bancaire numéro..... **(6)**

Fait à....., le.....  
Signature et cachet du concurrent

- (1) : indiquer la date et l'heure d'ouverture des plis ;  
(2) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à ces obligations.  
(3) Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.  
(4) Indiquer les mêmes informations prévues au a) ou b) ci-dessus, selon le cas.  
(5) Supprimer la mention inutile.  
(6) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.



**ANNEXE N°2 : MODELE DE LA DECLARATION SUR L'HONNEUR**

\*\*\*\*\*

**DECLARATION SUR L'HONNEUR (1)**

Objet du marché : **Externalisation des Prestations de Services pour l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail.**

**A-Pour les personnes physiques :****1) Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte :**

Je soussigné ..... (nom, prénom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Numéro de téléphone : .....

Numéro du fax : .....

Adresse électronique : .....

Adresse du domicile élu : .....

Affilié à la CNSS (2) sous le numéro : .....

Inscrit au registre du commerce de ..... (Localité) sous le numéro : .....

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro : .....

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise : .....

Relevé d'identité bancaire ..... (postal, bancaire ou à la TGR) (3) numéro (4) : .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

**2) Cas de l'auto-entrepreneur :**

Je soussigné.....(nom et prénom), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Numéro de téléphone : .....

Numéro du fax : .....

Adresse électronique : .....

Adresse du domicile élu : .....

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le numéro .....

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise : .....

Relevé d'identité bancaire ..... (postal, bancaire ou à la TGR) (3) numéro (4) : .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

**B - Pour les personnes morales :****1) Cas des sociétés :**

Je soussigné ..... (nom, prénom et qualité), agissant au nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique), au capital social de: .....

Numéro téléphone: .....

Numéro du fax: .....

Adresse électronique: .....

Adresse du siège social de la société: .....

Adresse du domicile élu : .....

Affilié à la CNSS (2) sous le numéro : .....

Inscrit au registre du commerce de ..... (Localité) sous le numéro : .....

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro : .....

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise : .....

Relevé d'identité bancaire ..... (postal, bancaire ou à la TGR) (3) numéro (4) : .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

**2) Cas des établissements publics :**

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité) agissant au nom et pour le compte de (dénomination de l'établissement).

Numéro téléphone : .....

Numéro du fax : .....  
 Adresse électronique : .....  
 Adresse du siège : .....  
 Affilié à la CNSS (2) sous le numéro : .....  
 Inscrit au registre du commerce de (5) ..... (Localité) sous le numéro : .....  
 Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise (5) : .....  
 Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro (5) : .....  
 Références du texte l'habilitant à exercer les missions objet du marché : .....  
 Relevé d'identité bancaire ..... (postal, bancaire ou à la TGR) (3) numéro (4) : .....  
 .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

### 3) Cas des coopératives ou union des coopératives :

Je soussigné ..... (nom, prénom et qualité) agissant au nom et pour le compte de ..... (raison sociale et forme juridique de la coopérative ou union des coopératives), au capital social de.....

Numéro de téléphone : .....  
 Numéro du fax : .....  
 Adresse électronique : .....  
 Adresse du siège social de la coopérative ou union des coopératives : .....  
 Adresse du domicile élu : .....  
 Inscrite au registre local des coopératives, sous le numéro.....  
 Affilié à la CNSS (2) sous le numéro : .....  
 Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro : .....  
 Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise : .....  
 Relevé d'identité bancaire ..... (postal, bancaire ou à la TGR) (3) numéro (4) : .....  
 .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

### Déclare sur l'honneur :

1. que je remplis les conditions prévues à l'article 27 du décret relatif aux marchés publics ;
2. m'engager à couvrir, dans les conditions fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
3. m'engage, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
  - à veiller à ce que celle-ci ne dépasse pas cinquante pour cent (50%) du montant du marché et qu'elle ne porte pas sur le lot ou le corps d'état principal du marché ;
  - à m'assurer que les sous-traitants auxquels je recours remplissent les conditions prévues à l'article 27 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.
4. atteste que je dispose des autorisations requises pour l'exécution des prestations telles que prévues par la législation et la réglementation en vigueur ;
5. atteste que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou redressement judiciaire ;
6. étant en redressement judiciaire, j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à participer aux appels d'offres ; (6)
7. je m'engage à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché ;
8. je m'engage à ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, de promesses, de dons ou de présents, en vue d'influer sur la procédure de conclusion du marché et de son exécution ;
9. j'atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêts ;
10. j'atteste que je n'ai pas participé à la préparation du dossier de l'appel d'offres considéré ;

Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature, sous peine de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 152 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.

Fait à....., le.....

Signature et cachet du concurrent



- (1) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.
- (2) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
- (3) Supprimer la mention inutile.
- (4) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
- (5) Lorsque l'établissement public est assujetti à cette obligation.
- (6) A supprimer, ce paragraphe dans le cas où le concurrent n'est pas en situation de redressement judiciaire.

**ANNEXE N°3 : NOTE SUR LES MOYENS HUMAINS ET TECHNIQUES****(Modèle est donnée à titre indicatif)**

En cas d'offre présentée par un groupement, chacun des membres établira sa propre note sur les moyens humains et techniques.

**A/ Renseignement généraux :****1/ Présentation du concurrent**

- 1-1. Nom ou raison sociale,
- 1-2. Adresse du siège sociale,  
Adresse du Domicile élu,  
Adresse des usines, ateliers et magasins,
- 1-3. N° du téléphone  
N° du télécopieur  
E-mail
- 1-4. Forme juridique
- 1-5. Date de création
- 1-6. Mode d'exploitation (Propriétaire, exploitant, Gérant, Locataire)
- 1-7. N° de Registre de commerce  
Localité d'inscription
- 1-8. N° d'affiliation à la C.N.S.S
- 1-9. Personnes ayant qualité pour engager le concurrent en matière de marchés (Nom, Prénom, Fonction, Référence au statut).
- 1-10. N° du compte courant bancaire (postal ou à la trésorerie Générale).

**2/ Organisation – domaine d'activité.**

- 2-1 . Groupement d'appartenance  
Membre du groupement  
Entreprise pilote  
Forme de participation
- 2-2 Référence de la société mère <sup>(1)</sup>
- 2-3 Représentation au Maroc <sup>(2)</sup> (forme, dénomination).
- 2-4 Activité de l'entreprise (Profession, industrie, branche...)
- 2-5 Limites éventuelles de la zone d'action
- 2-6 Firmes, marques commerciales et produits représentés (indiquer si exclusivité de la représentation).
- 2-7 Structure de l'Entreprise (description sommaire).
- 2-8 Implantation (avec adresse des agences et représentation locales)

**3/ Références financières**

- 3-1. Montant du capital social
- 3-2. Montant du chiffre d'affaire pour les 3 derniers exercices
- 3-3. Références bancaires (joindre attestation de la solvabilité et de capacité financière).
- 3-4. Polices d'assurances

<sup>(1)</sup> S'il s'agit d'une filiale

<sup>(2)</sup> S'il s'agit d'un concurrent non installé au Maroc

**B/ Moyens humains et techniques :****1- Moyens humains :**

- 1-1 . Effectif total du personnel employé
- 1-2 . Répartition par catégorie (personnel de direction, cadres supérieurs, cadres techniques, cadre de maîtrise et encadrement, ouvriers, employés....)
- 1-3 . Qualification et expérience professionnelle dans le domaine objet de l'AO
- 1-4 . Fonction exercées et postes occupés au sein de l'entreprise.

**2- Moyens matériel et technique :**

- 2-1 . Locaux occupé (nombre, superficie, implantation, affectation)
- 2-2 . Equipement et installation (consistance, importance, affectation, implantation...).

**3- Liste des prestations exécutées :**

- 3-1 . Prestations exécutées pour le secteur public.
- 3-2 . Autres prestations exécutés dans le secteur privé.

(Indiquer l'objet, la date et le lieu d'exécution, le montant de ces prestations ainsi que la dénomination du bénéficiaire).

**C/ Autres renseignements (à faire valoir) :**

Le concurrent indiquera tout autre renseignement qu'il jugera utile pour éclairer le maître d'ouvrage sur ses capacités, son expérience professionnelle et les moyens dont il dispose (période de fermeture annuelle, appareils et essais de vérification, bureau d'étude de l'entreprise....).